

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/30532]

31 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 11 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale

Le Gouvernement wallon,

- Vu la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales;
- Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité;
- Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;
- Vu le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement;
- Vu le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi et son arrêté d'exécution;
- Vu le décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale;
- Vu le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication et son arrêté d'exécution;
- Vu le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale;
- Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi;
- Vu le décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal;
- Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;
- Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;
- Vu le décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion;
- Vu le décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles;
- Vu le décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises;
- Vu le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle;
- Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;
- Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;
- Vu l'arrêté royal du 23 juillet 1985 d'exécution de la section 6 « octroi du congé éducation payé », dans le cadre de la formation permanente des travailleurs - du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales;
- Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;
- Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les Titres-services;
- Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'aide sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale;
- Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2002 portant octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'aide sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale, pour des ayants droit à une aide sociale financière;
- Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le Fonds de Formation des Titres-Services;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication et son arrêté d'exécution;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2012 portant exécution du décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017 portant exécution du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 de pouvoirs spéciaux n° 2, relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu la décision du 18 mars 2020 par laquelle le Gouvernement wallon marque son accord sur le soutien des secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'insertion socio-professionnelle;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mars 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2020;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique;

Considérant que le danger s'étend sur le territoire de l'ensemble du pays; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public afin de maximiser leur efficacité;

Considérant, dès lors, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional;

Considérant que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et les dispositifs en matière d'emploi, de formation professionnelle, d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale, ainsi que les objectifs que ces dispositifs visent à rencontrer;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi dans ces secteurs et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs;

Considérant qu'il convient, afin d'assurer le principe de continuité des services publics, d'aménager les modalités d'organisation des services publics en charge des dispositifs relevant des politiques de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion socioprofessionnelle et de l'économie sociale, tout en assurant le respect des droits de leurs bénéficiaires;

Considérant qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant des politiques de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion socioprofessionnelle et de l'économie sociale afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter;

Considérant que l'urgence est justifiée;

Sur proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation, en charge de l'économie sociale;

Après délibération,

Arrête :

Section 1. — Mesures relatives aux entreprises d'insertion

Article 1^{er}. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 20 du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion et à l'article 18, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017 portant exécution du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion, l'intensité de l'aide, visée à l'article 19 du même décret, ne peut excéder cinquante pourcents des coûts salariaux sur une période maximale de 15 mois à compter de l'embauche d'un travailleur défavorisé ou sur une période maximale de 27 mois à compter de l'embauche d'un travailleur gravement défavorisé, lorsque les mois de mars, avril et mai 2020 sont compris, en tout ou en partie, dans ces périodes maximales.

Les mois de mars, avril et mai 2020 ne sont pas pris en compte pour déterminer l'intensité de l'aide dans les coûts salariaux visés à l'alinéa précédent.

§ 2. Par dérogation à l'article 18, § 2, du même arrêté, les preuves de l'affectation de cent pour cent de la subvention, visée à l'article 19 du même décret, correspondent au paiement du coût salarial sur une période d'un an et 3 mois à dater de la date d'engagement d'un travailleur défavorisé et sur une période de deux ans et 3 mois pour un travailleur gravement défavorisé, lorsque les mois de mars, avril et mai 2020 sont compris, en tout ou en partie, dans ces périodes.

Art. 2. Par dérogation à l'article 20 du même arrêté, le montant de la subvention, visée à l'article 21 du même décret, relative à l'année 2020, est égal au montant de la subvention relative à l'année 2019, si le premier montant est inférieur au second.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique que pour autant que le nombre d'accompagnateurs sociaux en équivalents temps plein, occupés au cours de l'année 2020, par l'entreprise d'insertion, ne soit pas inférieur au nombre d'accompagnateurs sociaux en équivalents temps plein, occupés au cours de l'année 2019, par l'entreprise d'insertion.

Art. 3. Par dérogation à l'article 22 du même arrêté, le montant de la subvention, visée à l'article 22 du même décret, relative à l'année 2020, est égal au montant de la subvention relative à l'année 2019, si le premier montant est inférieur au second.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique que pour autant que la différence entre le montant de la subvention 2019 et le montant de la subvention 2020 résulte de la non-atteinte des critères visés à l'article 22, § 1^{er}, du même arrêté, en raison de motifs de nature économique liés à l'épidémie de Coronavirus, et à l'exclusion des critères relatifs aux dispositions statutaires de l'entreprise d'insertion et à la mise en place d'un processus participatif.

Section 2. — Mesures relatives aux entreprises actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation

Art. 4. Par dérogation à l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation, pour le calcul de la subvention relative à l'année 2020, le montant E du coefficient de compensation de la perte de productivité, visé à l'annexe 3 du même arrêté, est divisé par 3 et multiplié par 4.

Section 3. — Mesures relatives aux « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale »

Art. 5. Par dérogation à l'article 11, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 3 et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, le montant de la subvention relative à l'année 2020, visée à l'article 11, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 3 et 4, du même arrêté, est calculé sur la base de l'année 2020, hors les mois de mars, avril et mai 2020, divisé par 3 et multiplié par 4 si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant obtenu sur la base de tous les mois de l'année 2020.

Section 4. — Mesures relatives aux agences-conseil en économie sociale

Art. 6. Par dérogation à l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale, le montant de la subvention visée à l'article 23 du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale, relative à l'année 2021, est calculé sur la base des résultats de l'année 2020, hors les mois de mars, avril et mai 2020, divisés par 3 et multipliés par 4, si les résultats ainsi obtenus sont supérieurs aux résultats obtenus sur la base de tous les mois l'année 2020.

Section 5. — Mesures relatives aux centres d'insertion socioprofessionnelle

Art. 7. Par dérogation aux articles 3 et 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, les heures d'absence des stagiaires, entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020 inclus, sont toutes prises en compte :

- 1° dans le cadre de la liquidation de la subvention visée à l'article 17, § 1^{er}, du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;
- 2° dans le cadre du calcul du pourcentage d'heures de formation réalisées, visé à l'article 17, § 5, du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, pour autant qu'elles n'aient pas déjà été prises en compte en vertu de l'alinéa 1^{er}, sont également comptabilisées :

- 1° les heures non dispensées jusqu'au 31 mai 2020 inclus pour les contrats de formation en cours à la date du 1^{er} mars 2020 et arrivant à échéance avant le 31 mai 2020;
- 2° les heures non dispensées jusqu'au 31 mai 2020 inclus pour les sessions de formation qui étaient programmées entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020.

Section 6. — Mesures relatives aux Missions régionales pour l'Emploi

Art. 8. Par dérogation à l'article 13, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi et à l'article 16, alinéas 5 et 6, de l'arrêté du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, le taux de réalisation des objectifs du plan d'actions annuel est calculé, pour l'année 2020, sur la base du nombre de bénéficiaires accompagnés entre le 1^{er} janvier 2020 et le 29 février 2020 et entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 décembre 2020, divisé par 3 et multiplié par 4, si les résultats ainsi obtenus sont supérieurs aux résultats obtenus sur la base de tous les mois l'année 2020.

Une dérogation peut être accordée si le taux d'insertion de 50% des bénéficiaires accompagnés n'est pas atteint en 2020, sur la base d'un argumentaire introduit par la MIRE démontrant l'impact direct de la crise COVID-19 sur ses résultats en termes de taux d'insertion.

Art. 9. Pour l'application de l'article 8, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, b), de l'arrêté du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, la comptabilisation des durées maximales de trois cent soixante-cinq jours et cent quatre-vingts jours, pour les accompagnements, est suspendue entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020.

Section 7. — Mesures relatives au plan mobilisateur des technologies de l'information et la communication

Art. 10. Pour l'application de l'article 12, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, les subventions octroyées en vertu de l'article 10, § 1^{er}, du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, relatives à l'année 2020, sont calculées sur la base du nombre d'heures de formation et du nombre de personnes formées au cours de l'année 2020, hors les mois de mars, avril et mai 2020, divisés par 3 et multipliés par 4.

Section 8. — Mesures relatives aux « subventions majorées économie sociale » pour les mises à l'emploi dans le cadre de l'article 60, § 7 de la loi organique des centres publics d'action sociale

Art. 11. Par dérogation à l'arrêté royal du 14 novembre 2002 portant octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'aide sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale, pour des ayants droit à une aide sociale financière, et à l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'aide sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale, les subventions majorées octroyées pour les mises à l'emploi dans le cadre de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale sont maintenues entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020 si, pour maintenir à l'emploi un ayant droit à une aide sociale financière, l'insertion sociale devait se faire, durant cette période, auprès d'un

employeur non reconnu comme initiative d'économie sociale, pour autant qu'à la date du 1^{er} juin 2020, au plus tard, la mise à disposition se réalise à nouveau auprès d'une initiative d'économie sociale.

Section 9. — Mesures relatives aux entreprises et travailleurs titres-services

Art. 12. La Région wallonne octroie une subvention à l'entreprise agréée, visée à l'article 2, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, pour les mois de mars, avril et mai 2020, afin de couvrir, en tout ou en partie, la rémunération, en ce compris les cotisations y relatives, des travailleurs titres-services, de l'entreprise agréée par la Région wallonne, qui a été effectivement supportée par cette dernière au cours des mois concernés, ainsi que les autres dépenses résultant de l'activité titres-services.

Le montant mensuel de la subvention, visée à l'alinéa 1^{er}, est égal à $(a - b) \times c$

où :

- « a » est égal au nombre d'heures rémunérées par l'entreprise agréée, au cours du mois concerné, pour l'ensemble de ses travailleurs titres-services;
- « b » est égal au nombre de titres-services correspondant à des prestations réalisées par les travailleurs de l'entreprise agréée, au cours du mois concerné;
- « c » est égal à 14,86 euros.

Le nombre d'heures pour lesquelles l'entreprise agréée percevra une subvention, au cours du mois concerné, pour chaque travailleur titres-services, ne peut être supérieur au nombre d'heures effectivement rémunérées ni :

- 1^o soit, au nombre d'heures prévues par le contrat de travail du travailleur titres-services, en ce compris les avenants, d'application au cours de la semaine du 9 mars 2020, divisé par 7 et multiplié par le nombre de jours calendrier du mois pour lequel l'entreprise introduit sa demande de subvention;
- 2^o soit, au nombre d'heures rémunérées du travailleur titres-services au cours du mois le plus favorable pour lui de l'année 2019.

Pour bénéficier de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, l'entreprise agréée communique à l'entreprise émettrice de titres-services pour la Région wallonne, au plus tard dans les 30 jours qui suivent la fin du mois concerné, le nombre d'heures rémunérées pour chaque travailleur, au cours du mois concerné, tel que visé à l'alinéa 1^{er}.

La subvention, visée à l'alinéa 1^{er} et calculée conformément à l'alinéa 2, est versée par l'entreprise émettrice de titres-services pour la Région wallonne dans les 7 jours ouvrables après la communication visée à l'alinéa précédent.

Si le nombre d'heures rémunérées, communiqué par l'entreprise agréée conformément à l'alinéa 4, est supérieur aux limites fixées par l'alinéa 3, la différence qui en résulte dans le calcul de la subvention, conformément à l'alinéa 2, est récupérée par le FOREm par toute voie de droit.

Par travailleur titres-services, au sens du présent article, on entend le travailleur sous contrat de travail titres-services, au sens de l'article 1, alinéa 1^{er}, 9^o, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, et pour les prestations qu'il effectue en Région wallonne.

Art. 13. Par dérogation à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, la durée de validité des titres-services, dont la date de validité couvre la période située entre le 1^{er} mars et 31 mai 2020, est automatiquement prolongée d'une durée de 3 mois.

Par dérogation à l'article 3, § 3, alinéa 2, du même arrêté, les titres-services, dont la date de validité couvre la période située entre le 1^{er} mars et 31 mai 2020, peuvent être échangés contre de nouveaux titres-services jusqu'à la fin du onzième mois qui suit le mois d'émission, pour l'utilisateur, et jusqu'à la fin du douzième mois qui suit le mois d'émission, pour l'entreprise agréée.

Section 10. — Mesures relatives aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi

Art. 14. Pour l'application de l'article 12, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, pour l'année 2020, le calcul du montant de la subvention est déterminé sur la base du nombre de mois durant lesquels chaque porteur de projet a fait l'objet d'un accompagnement entre le 1^{er} janvier et le 29 février et entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 2020, divisé par 3 et multiplié par 4.

Art. 15. Par dérogation à l'article 3 du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, les durées maximales de l'accompagnement sont prolongées pour une période de 3 mois pour les bénéficiaires dont l'accompagnement était en cours ou a démarré durant la période allant du 1^{er} mars au 31 mai 2020.

Section 11. — Mesures relatives aux modalités de communication entre le FOREm et ses usagers et aux contrats de formation professionnelle

Art. 16. Pour l'accomplissement de ses missions, le FOREm est autorisé à échanger uniquement à distance avec ses usagers pour une période correspondant à la durée du confinement tel que fixé par le Conseil national de sécurité.

Le FOREm détermine les modalités de ces échanges, selon les moyens dont il dispose, des particularités de chaque dispositif et du profil des usagers. Il s'assure que le recours exclusif aux échanges à distance ne préjudicie pas les droits de ses usagers.

Le FOREm assure la publicité, auprès de ses usagers, des procédures qu'il a mises en place et de leurs modalités.

Art. 17. Par dérogation à l'article 15 de l'arrêté exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, le contrat peut être conclu à distance, entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020. Chacune des parties communique son accord par courrier électronique. Tous les accords communiqués par courrier électronique valent signature.

Par dérogation à l'article 13 de l'arrêté exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, pour la formation suivie entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020, si le contrat ne peut être conclu à distance en raison des mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, il peut être conclu avec effet rétroactif.

Lorsque le contrat est conclu avec effet rétroactif, les avantages octroyés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, pour la période de formation visée à l'alinéa 2, sont liquidés à partir de la conclusion du contrat.

Art. 18. § 1^{er}. L'exécution du contrat de formation professionnelle peut être suspendue en raison de la crise sanitaire du COVID-19 entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020.

Par dérogation à l'article 19, alinéa 3, de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, le contrat de formation professionnelle, dont l'exécution est suspendue en application de l'alinéa 1^{er}, ne peut être résilié pendant la période du 1^{er} mars au 31 mai 2020.

§ 2. Les contrats de formation professionnelle, conclus en exécution de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, en cours entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 mai 2020, sont prolongés pour une durée maximale de 3 mois, pour autant que la durée de la formation couverte par le contrat de formation professionnelle ait été prolongée en raison de la crise sanitaire du COVID-19 et dans les limites de la durée effective de la formation.

Pendant la période de suspension de l'exécution du contrat de formation professionnelle visée au paragraphe 1^{er}, les avantages liquidés par le FOREm en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle ne sont pas octroyés.

La prolongation visée à l'alinéa 1^{er} est mise en œuvre selon une planification décidée par le FOREm et, le cas échéant, avec l'opérateur concerné, et sans que celle-ci fasse l'objet d'un nouveau contrat de formation professionnelle ou d'un avenant au contrat de formation professionnelle dont l'exécution a été suspendue.

Section 12. — Mesures relatives aux aides à destination des groupes-cibles

Art. 19. Par dérogation à l'article 10 du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles, l'octroi d'une allocation de travail est suspendu lorsque le travailleur engagé est mis en chômage temporaire au cours de la période située entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 mai 2020.

La suspension est automatiquement levée dès la fin de la période de chômage temporaire et, au plus tard, le 1^{er} juin 2020.

Section 13. — Mesures relatives aux dispenses de disponibilité

Art. 20. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 92, § 2, alinéa 1^{er}, 93, § 2, alinéa 1^{er}, 94, § 3, alinéa 2, § 4, alinéa 3, et § 5, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, les dispenses octroyées en vertu des articles 92, 93 et 94 sont prolongées pour une durée de trois mois pour autant que la durée de la formation suivie ait été prolongée en raison de la crise sanitaire du COVID-19 et dans les limites de la durée effective de la formation ainsi prolongée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, sont également visés par le terme formation, les études, stages, conventions comme candidat-entrepreneur et contrats d'apprentissage.

§ 2. Par dérogation aux articles 92, § 2, alinéa 4, et 93, § 2, alinéa 3, une nouvelle dispense est octroyée au chômeur pour poursuivre la formation ou les études qu'il n'aurait pas réussies suite aux événements liés à la pandémie.

§ 3. L'application des articles 91, alinéa 2, 92, § 2, alinéas 2 et 3, 93, § 2, alinéa 2, et 94, § 2, alinéas 1 et 3, § 5, alinéa 4, et § 6, alinéa 4, est suspendue pour les mois de mars, avril et mai 2020.

Section 14. — Mesures relatives au congé éducation payé

Art. 21. Pour l'application de l'article 111, § 1^{er}, alinéa 2, les heures de cours dispensées à distance, entre le 1^{er} mars 2020 et le 30 juin 2020, sont assimilées à des heures de présences effectives pour déterminer les quotas du congé-éducation payé accordé au travailleur.

Art. 22. Par dérogation à l'article 137bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, le droit de l'employeur à l'obtention du remboursement des créances nées au cours de l'année budgétaire 2019 s'éteint le 30 juin 2020.

Art. 23. Pour l'application de l'article 8 de l'arrêté royal du 23 juillet 1985 d'exécution de la section 6 « octroi du congé éducation payé », dans le cadre de la formation permanente des travailleurs - du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, les heures de formation qui n'ont pas pu être dispensées entre le 1^{er} mars 2020 et le 30 juin 2020 sont prises en compte pour déterminer si les formations visées à l'article 109 de la loi comportent le minimum de 32 heures de cours par an.

Art. 24. Pour l'application de l'article 21, § 1^{er}, 2^o, du même arrêté, les heures de cours dispensées à distance, entre le 1^{er} mars 2020 et le 30 juin 2020, pour lesquelles les chefs d'établissements d'enseignement et les responsables pour l'enseignement des organisations visées à l'article 109 de la même loi, ou leurs délégués, ne sont pas en mesure d'attester si elles ont été suivies ou non par le travailleur sont réputées avoir été suivies par le travailleur.

Section 15. — Mesure relative au soutien à la création d'emploi favorisant la transition vers le statut d'indépendant à titre principal

Art. 25. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, c), du décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal, l'incitant financier peut être octroyé à la personne qui en sollicite le bénéficiaire, dont l'exercice des activités d'indépendant est temporairement interrompu, entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020, en raison de l'épidémie de COVID-19.

§ 2. Par dérogation à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, d), et 2^o, c), du même décret, l'incitant financier peut être cumulé avec le bénéfice de revenus professionnels, d'allocations de chômage, d'allocations d'attente, de revenus d'intégration, de revenus de remplacement, de l'aide sociale financière ou du droit passerelle, à condition que la personne qui sollicite le bénéfice de l'incitant financier, durant la période située entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020, ait temporairement interrompu ou n'ait pas entamé l'exercice de ses activités d'indépendant en raison de l'épidémie de COVID-19.

§ 3. Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, l'obligation de s'affilier en qualité d'indépendant à titre principal à une caisse d'assurances sociales agréée pour travailleurs indépendants, au plus tard dans les trois mois à dater de la décision d'octroi visée à l'article 5, § 2, du même décret et l'obligation de réaliser les conditions visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, d), et 2^o, a) et c), au plus tard dans les trois mois à dater de la décision visée à l'article 5, § 2, du même décret, sont reportées pour une durée équivalente à la durée pendant laquelle le bénéficiaire visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a interrompu l'exercice de ses activités d'indépendant, entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020, en raison de l'épidémie de COVID-19.

Art. 26. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 8, § 2, alinéa 2, la période maximale de 2 ans au cours de laquelle l'incitant financier peut être liquidé est prolongée d'une durée équivalente à la période durant laquelle le bénéficiaire de l'incitant financier a interrompu l'exercice de ses activités d'indépendant en raison de l'épidémie de COVID-19.

§ 2. Par dérogation de l'article 8, § 4, alinéa 4, du même décret et à l'article 9, § 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2012 portant exécution du même décret, l'Office peut déroger, sur la base des justifications présentées par le bénéficiaire et de l'analyse des conséquences de l'épidémie de COVID-19 sur l'activité professionnelle de celui-ci, à la condition du développement de l'activité de manière effective et, pour les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, du même décret, à la condition que ce développement se traduise par une augmentation effective du chiffre d'affaires.

Lorsque le bénéficiaire sollicite l'application de la dérogation visée à l'alinéa précédent, son rapport contient une motivation spécifiant les raisons pour lesquelles il n'a pas été en mesure, en raison de l'épidémie de COVID-19, de répondre à la condition relative au développement de son activité et, le cas échéant, de son chiffre d'affaire.

Les alinéas 1 et 2 s'appliquent à toute personne qui bénéficie de l'incitant financier, conformément à la durée visée à l'article 8, § 2, alinéa 2, du même décret, entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020.

§ 3. Par dérogation à l'article 8, § 5, alinéa 2, du même décret et à l'article 9, § 4, alinéa 2, du même arrêté, l'Office peut déroger à la condition du développement de l'activité de manière effective et, pour les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, du même décret, à la condition que ce développement se traduise par une augmentation effective du chiffre d'affaire, aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles prévues au paragraphe 2.

Art. 27. § 1^{er} Par dérogation à l'article 9, § 1^{er}, du même arrêté, le délai relatif au versement de la première tranche de l'incitant financier est prolongé d'une durée équivalente à la période durant laquelle le bénéficiaire de l'incitant financier a interrompu temporairement, entre le 1^{er} mars et 31 mai 2020, l'exercice de ses activités en raison de l'épidémie de COVID-19.

§ 2. Par dérogation à l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er} et § 4, alinéa 1^{er}, le délai pour adresser le document ou le rapport est prolongé d'une durée équivalente à la période durant laquelle le bénéficiaire de l'incitant financier a interrompu temporairement, entre le 1^{er} mars et 31 mai 2020, l'exercice de ses activités en raison de l'épidémie de COVID-19.

§ 3. Par dérogation à l'article 9, § 2, alinéa 4, § 3, alinéa 6, et § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les délais relatifs au versement des tranches de l'incitant financier sont reportés d'une durée équivalente à la période durant laquelle le bénéficiaire de l'incitant financier a interrompu temporairement, entre le 1^{er} mars et 31 mai 2020, l'exercice de ses activités en raison de l'épidémie de COVID-19.

Section 16. — Mesures relatives à la formation professionnelle individuelle

Art. 28. Par dérogation à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9^o, du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, si le contrat de formation insertion arrive à son terme entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 mai 2020, l'obligation d'engagement du stagiaire dans les liens d'un contrat de travail peut être reportée au plus tard au 1^{er} juin 2020.

Art. 29. En complément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020, les prestations du contrat formation-insertion peuvent débuter lorsque le FOREm a marqué son accord sur les modalités du contrat, convenues entre le stagiaire et l'employeur, et que le FOREm a communiqué cet accord, par courrier électronique, à chacune des parties. Tous les accords communiqués par courrier électronique valent signature.

Art. 30. Par dérogation à l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, toute suspension, résultant de la crise du COVID-19, de l'exécution du contrat formation-insertion en cours entre le 1^{er} mars et 31 mai 2020 entraîne une prolongation automatique de la durée initiale de la formation-insertion d'une durée équivalente aux périodes de suspension.

En cas de suspension de l'exécution du contrat formation-insertion visée à l'alinéa 1^{er}, l'employeur informe le FOREm, dans les meilleurs délais, de la date de début et de fin de la suspension.

La suspension de l'exécution du contrat formation-insertion visée à l'alinéa 1^{er} prend fin au plus tard le 31 mai 2020.

La prolongation visée à l'alinéa 1^{er} est automatique et n'implique pas la conclusion d'un avenant au contrat formation-insertion suspendu.

Art. 31. Par dérogation à l'article 7, alinéa 3, du même arrêté, entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020, chacune des parties peut mettre fin au contrat de formation-insertion par courrier électronique, dans le respect des autres conditions applicables pour mettre fin au contrat de formation-insertion.

Section 18. — Mesures relatives aux dispositifs des aides à la promotion de l'emploi

Art. 32. Par dérogation à l'article 24, alinéa 2, du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et à l'article 26, alinéas 1 et 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement, la liquidation de la subvention, visée à l'article 14 du même décret, pour les prestations de mars, d'avril et de mai 2020 fait l'objet d'une avance, versée par le FOREm, aux employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, du même décret, et calculée sur la base des points octroyés pour chaque mois de prestations concerné, soit mars 2020, avril 2020 ou mai 2020, multiplié par le taux moyen de subventionnement des employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, du même décret, pour l'année 2019, à savoir 92 %.

À l'issue de la période faisant l'objet des mesures prises par le Conseil national de sécurité, le FOREm effectuera le calcul de la subvention, visée à l'article 14 du même décret, effectivement due, conformément à l'article 24 du même décret et aux articles 26 et 26bis du même arrêté, pour les mois concernés, sur la base des états de salaires transmis, par l'employeur, pour les mois de mars, avril et mai 2020, endéans les délais visés à l'article 26, alinéas 2 et 3, du même arrêté.

Lorsque le montant de la subvention liquidée conformément à l'alinéa 1^{er} est inférieur au montant de la subvention calculée conformément à l'alinéa 2, la différence fait l'objet d'un versement complémentaire, par le FOREm, au profit de l'employeur.

Lorsque le montant de la subvention liquidée conformément à l'alinéa 1^{er} est supérieur au montant de la subvention calculée conformément à l'alinéa 2, l'indu qui en résulte est récupéré par l'Office, par toute voie de droit, en ce compris la compensation.

Par dérogation à l'article 27bis, § 2, du même arrêté, les états de salaire, visés à l'alinéa 2, peuvent être envoyés, au plus tard, jusqu'au :

- 1° 30 juin pour les états de salaire relatifs aux mois de mars et avril 2020;
- 2° 31 juillet pour les états de salaire relatifs au mois de mai 2020.

A défaut d'envoi à l'issue des délais visés à l'alinéa précédent, le FOREm notifie, à l'employeur visé à l'article 3, § 1^{er}, du même décret, la perte de la subvention pour le mois concerné en raison de l'absence de transmission de l'état de salaire.

Art. 33. Les obligations visées à l'article 2, § 3, alinéa 1^{er}, sont suspendues entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020.

Par dérogation à l'article 25, alinéa 3, le calcul de l'augmentation nette du volume global de l'emploi, effectué par l'administration, chaque année, à la date anniversaire de la notification de la décision, se limite aux périodes qui ne situent pas entre le 1^{er} mars et 31 mai 2020.

Par dérogation à l'article 21, alinéa 6, du même arrêté, le calcul du maintien du volume global de l'emploi, effectué par l'administration, chaque année, à la date anniversaire de la notification de la décision, se limite à la comparaison de l'effectif de référence à la moyenne des travailleurs, exprimée en équivalents temps plein, occupés pendant les quatre trimestres précédant la date anniversaire, à l'exclusion de la période située entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 mai 2020.

Si l'employeur en fait la demande motivée, la Ministre de l'Emploi peut déroger à la condition visée à l'article 2, § 3, du même décret, lorsque le calcul du volume global de l'emploi inclut, en tout ou partie, la période située entre le 1^{er} mars et 31 mai 2020, à condition que la diminution du volume global de l'emploi soit causée par les conséquences économiques de l'épidémie du COVID-19.

Art. 34. Par dérogation à l'article 12 et sans préjudice des règles applicables en matière de droit du travail, l'obligation de respecter les fonctions octroyées à l'employeur, telles que prévues dans la décision d'octroi de l'A.P.E., est suspendue entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 mai 2020.

Section 19. — Mesure relative au fonds de formation titres-services

Art. 35. Par dérogation aux articles 6, § 2, 6ter, § 2, et 6quater, § 2, de l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services, la demande de remboursement concernant la formation approuvée qui se termine au cours de l'année 2019 peut être introduite au plus tard le 30 juin 2020.

Section 20. — Mesure relative dispositif « SESAM »
visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises

Art. 36. Les obligations visées à l'article 12, § 1^{er}, 2^o, 3^o et 4^o, du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises sont suspendues entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020.

Section 21. — Disposition générale

Art. 37. Pour l'application du présent arrêté et pour chacune des dispositions prises en matière de subventionnement, le montant de la subvention ne peut en aucun cas être supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire, pour ce qui est subventionné.

Section 22. — Dispositions finales

Art. 38. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2020.

Art. 39. A l'issue des pouvoirs spéciaux octroyés par le Parlement wallon, les dispositions confirmées pourront de nouveau être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Gouvernement wallon, du moins dans la mesure où un fondement juridique matériel existe à cet effet.

Art. 40. La Ministre de l'Emploi, de la Formation, en charge de l'Economie sociale, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mars 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/30532]

31 MAART 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

Gelet op het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en zijn uitvoeringsbesluit;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie;

Gelet op het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën en zijn uitvoeringsbesluit;

Gelet op het besluit van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatieven de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel);

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende de begeleidingsstructuren voor zelftewerkingstelling;

Gelet op het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

Gelet op het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

Gelet op het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkingstelling ten behoeve van de doelgroepen;

Gelet op het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

Gelet op het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 juli 1985 tot uitvoering van afdeling 6 - toekenning van betaald educatief verlof in het kader van de voortdurende vorming van de werknemers - van hoofdstuk IV van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de Dienstcheques;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie, voor rechthebbenden op financiële maatschappelijke hulp;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het Opleidingsfonds dienstencheques;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën en zijn uitvoeringsbesluit;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkingstelling);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2012 tot uitvoering van het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

Gelet op het besluit van 24 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op de beslissing van 18 maart 2020 waarbij de Waalse Regering ermee instemt de sectoren gezondheid, sociale actie en socioprofessionele inschakeling te ondersteunen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 maart 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 31 maart 2020;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de deelentiteiten en de bevoegde federale overheden in de Nationale Veiligheidsraad, die sinds begin maart 2020 vergadert;

Gelet op artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel huldigt in het kader van het beheer van een internationale gezondheidscrisis en de actieve voorbereiding op de potentialiteit van deze crises; dat dit beginsel inhoudt dat het, wanneer een ernstig risico zich allerwaarschijnlijkst voor kan doen, de publieke overheden toekomt, dringende en voorlopige maatregelen aan te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle respons op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de crisis de sectoren en de regelingen inzake werk, beroepsopleidingen, socio-professionele inschakeling en sociale economie, evenals de daarbij nagestreefde doelstellingen, in gevaar kan brengen;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de tewerkstelling in deze sectoren en de instandhouding van de sociale prestaties die uit deze regelingen voortvloeien, te garanderen;

Overwegende dat het voor de inachtneming van het continuïteitsbeginsel van de dienstverlening door de overheid passend is de regels aan te passen voor de organisatie van de openbare diensten belast met de regelingen inzake het werkgelegenheidsbeleid, de beroepsopleidingen, de socio-professionele inschakeling en de sociale economie met respect voor de rechten van de rechthebbenden;

Overwegende dat het passend is de toegekende subsidies te vrijwaren en het respect voor de rechten van de rechthebbenden, bepaald in het kader van de regelingen vallend onder het werkgelegenheidsbeleid, de beroepsopleidingen, de socio-professionele inschakeling en de sociale economie te garanderen om de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie uit te vlakken en de daaruit mogelijks voortvloeiende buitenkansseffecten uit te sluiten;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Werk en Vorming, belast met de sociale economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Afdeling 1. — Maatregelen betreffende de inschakelingsbedrijven

Artikel 1. § 1. In afwijking van artikel 20 van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven en van artikel 18, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2017 houdende uitvoering van decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven kan de intensiteit van de steun, bedoeld in artikel 19 van hetzelfde decreet, niet hoger zijn dan vijftig procent van de loonkost over een maximumperiode van 15 maanden te rekenen van de aanwerving van een kwetsbare werknemer of over een maximumperiode van 27 maanden te rekenen van de aanwerving van een uiterst kwetsbare werknemer wanneer de maanden maart, april en mei 2020 geheel of gedeeltelijk in deze maximumperiodes vervat zijn.

De maanden maart, april en mei 2020 worden niet in rekening genomen om de intensiteit van de steun in de loonkosten bedoeld in vorig lid te bepalen.

§ 2. In afwijking van artikel 18, § 2, van hetzelfde besluit stemmen de bewijzen van de toewijzing van honderd procent van de subsidie, bedoeld in artikel 19 van hetzelfde decreet, met de betaling van de loonkost over een periode van één jaar en drie maanden te rekenen van de datum van indiening van een kwetsbare werknemer en over een periode van twee jaar en drie maanden voor een uiterst kwetsbare werknemer wanneer de maanden maart, april en mei 2020 geheel of gedeeltelijk in deze periodes vervat zijn.

Art. 2. In afwijking van artikel 20 van hetzelfde besluit is het bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 21 van hetzelfde decreet met betrekking tot 2020 gelijk aan het bedrag van de subsidie betreffende het jaar 2019 als het eerste bedrag lager is dan het tweede.

Lid 1 is enkel van toepassing voor zover het aantal sociale begeleiders in voltijdsequivalenten, door het inschakelingsbedrijf tewerkgesteld in de loop van het jaar 2020, niet lager is dan het aantal sociale begeleiders in voltijdsequivalenten, door het inschakelingsbedrijf tewerkgesteld in de loop van het jaar 2019.

Art. 3. In afwijking van artikel 22 van hetzelfde besluit is het bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 22 van hetzelfde decreet met betrekking tot 2020 gelijk aan het bedrag van de subsidie betreffende het jaar 2019 als het eerste bedrag lager is dan het tweede.

Lid 1 is enkel van toepassing voor zover het verschil tussen het subsidiebedrag voor 2019 en het subsidiebedrag voor 2020 voortvloeit uit het niet-bereiken van de criteria bedoeld in artikel 22, § 1, van hetzelfde besluit wegens motieven van economische aard in verband met de coronavirus-epidemie, en onder uitsluiting van de criteria betreffende de statutaire bepalingen van het inschakelingsbedrijf en de invoering van een participatief proces.

Afdeling 2. — Maatregelen betreffende de ondernemingen die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik

Art. 4. In afwijking van bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik wordt, voor de berekening van de subsidie voor 2020, het bedrag E van de compensatiecoëfficiënt van het productiviteitsverlies bedoeld in bijlage 3 bij hetzelfde besluit, gedeeld door 3 en vermenigvuldigd met 4.

Afdeling 3. — Maatregelen betreffende de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel

Art. 5. In afwijking van artikel 11, § 1, leden 1, 3 en 4, van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel) wordt het bedrag van de subsidie voor het jaar 2020, bedoeld in artikel 11, § 1, leden 1, 3 en 4, van hetzelfde besluit, berekend op basis van het jaar 2020 behalve de maanden maart, april en mei 2020, gedeeld door 3 en vermenigvuldigd met 4 als het aldus verkregen bedrag hoger is dan het bedrag op basis van alle maanden van 2020.

Afdeling 4. — Maatregelen betreffende de adviesverlenende agentschappen voor sociale economie

Art. 6. In afwijking van artikel 13, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie wordt het bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 23 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie betreffende het jaar 2021 berekend op grond van de resultaten van het jaar 2020, behalve de maanden maart, april en mei 2020, gedeeld door 3 en vermenigvuldigd met 4, als de aldus verkregen resultaten hoger zijn dan de resultaten verkregen op grond van alle maanden van het jaar 2020.

Afdeling 5. — Maatregelen betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling

Art. 7. In afwijking van de artikelen 3 en 33 van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele worden de uren afwezigheid van de stagiairs van 1 maart tot en met 31 mei 2020 in rekening genomen;

- 1° in het kader van de vereffening van de subsidie bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;
- 2° in het kader van de berekening van het percentage verrichte vormingsuren, bedoeld in artikel 17, § 5, van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling.

Voor de toepassing van het eerste lid worden eveneens in rekening gebracht voor zover ze al niet in rekening zijn gebracht krachtens lid 1:

- 1° de tot en met 31 mei 2020 niet-verstreekte uren voor de lopende vormingscontracten op datum van 1 maart 2020 en verstrijkende voor 31 mei 2020;
- 2° de tot en met 31 mei 2020 niet-verstreekte uren voor de vormingssessies die geprogrammeerd stonden tussen 1 maart en 31 mei 2020.

Afdeling 6. — Maatregelen betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling

Art. 8. In afwijking van artikel 13, eerste lid, 1° en 2°, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en van artikel 16, vijfde lid en zesde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt het percentage van uitvoering van de doelstellingen van het jaarlijkse actieplan voor het jaar 2020 berekend op grond van het aantal begeleide rechthebbenden tussen 1 januari 2020 en 29 februari 2020 en tussen 1 juni 2020 en 31 december 2020, gedeeld door 3 en vermenigvuldigd met 4, indien de aldus verkregen resultaten hoger zijn dan de resultaten die zijn verkregen op basis van alle maanden van het jaar 2020.

Een afwijking kan worden toegestaan indien het inschakelingspercentage van 50% van de begeleide rechthebbenden in 2020 niet wordt bereikt, op basis van een door de MIRE ingevoerd argument waaruit blijkt dat de crisis COVID-19 directe gevolgen heeft op haar resultaten in termen van inschakelingspercentage.

Art. 9. Voor de toepassing van artikel 8, § 1, lid 2 en 3, b) van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt de telling van de maximumperiodes van driehonderdvijfenzestig dagen en honderdtachtig dagen voor de begeleidingen tussen 1 maart en 31 mei 2020 opgeschort.

Afdeling 7. — Maatregelen betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën

Art. 10. Voor de toepassing van artikel 12, eerste lid, 1° en 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën worden de toelagen betreffende het jaar 2020 die krachtens artikel 10 van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën zijn toegekend, berekend op basis van het aantal opleidingsuren en het aantal opgeleide personen in het jaar 2020, exclusief de maanden maart, april en mei 2020, gedeeld door drie en vermenigvuldigd met vier.

Afdeling 8. — Maatregelen betreffende de "verhoogde toelagen sociale economie" voor tewerkstellingen in het kader van artikel 60, § 7 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Art. 11. In afwijking van het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie, voor rechthebbenden op financiële maatschappelijke hulp en van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie worden de verhoogde toelagen voor tewerkstellingen met toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn tussen 1 maart en 31 mei 2020 gehandhaafd

indien, om een persoon die recht heeft op financiële sociale steun in dienst te houden, de sociale inschakeling tijdens deze periode moet worden uitgevoerd bij een werkgever die niet erkend is als een initiatief voor sociale economie, op voorwaarde dat de terbeschikkingstelling uiterlijk op 1 juni 2020 opnieuw wordt uitgevoerd bij een initiatief voor sociale economie.

Afdeling 9. — Maatregelen betreffende dienstencheque-ondernemingen en dienstencheque-werknemers

Art. 12. Het Waalse Gewest kent voor de maanden maart, april en mei 2020 een toelage toe aan de erkende onderneming bedoeld in artikel 2, § 1, 6°, van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, teneinde de bezoldiging, met inbegrip van de desbetreffende bijdragen, van de dienstencheque-werknemers van de onderneming erkend door het Waals Gewest, die in de betrokken maanden daadwerkelijk door het Waalse Gewest is gedragen, alsmede de overige uitgaven die voortvloeien uit de dienstencheque-activiteit, geheel of gedeeltelijk te dekken.

Het maandelijkse bedrag van de in het eerste lid bedoelde toelage is gelijk aan $(a - b) \times c$

waar :

- "a" is gelijk aan het aantal uren dat de erkende onderneming gedurende de betrokken maand voor al haar dienstencheque-werknemers heeft betaald;
- "b" is gelijk aan het aantal dienstencheques dat overeenkomt met de prestaties die de werknemers van de erkende onderneming gedurende de betrokken maand hebben verleend;
- "c" is gelijk aan 14,86 euro.

Het aantal uren waarvoor de erkende onderneming gedurende de betreffende maand, voor elke dienstencheque-werknemer, een toelage zal ontvangen, mag niet groter zijn dan het aantal daadwerkelijk betaalde uren of :

- 1° het aantal uren vastgelegd in de arbeidsovereenkomst van de dienstencheque-werknemer, met inbegrip van de aanhangsels, van toepassing tijdens de week van 9 maart 2020, gedeeld door 7 en vermenigvuldigd met het aantal kalenderdagen in de maand waarvoor de onderneming haar subsidieaanvraag indient;
- 2° het aantal betaalde uren van de dienstencheque-werknemer tijdens de voor hem gunstigste maand in 2019.

Om in aanmerking te komen voor de in lid 1 bedoelde toelage deelt de erkende onderneming aan de onderneming die dienstencheques voor het Waalse Gewest uitgeeft, uiterlijk binnen 30 dagen na het einde van de betrokken maand, het aantal betaalde uren voor elke werknemer in de betrokken maand mee, zoals bedoeld in het eerste lid.

De toelage bedoeld in het eerste lid en berekend overeenkomstig het tweede lid wordt door de onderneming die dienstencheques voor het Waalse Gewest uitgeeft binnen 7 werkdagen na de in het vorige lid bedoelde kennisgeving uitbetaald.

Indien het aantal betaalde uren dat door de erkende onderneming overeenkomstig het vierde lid is meegedeeld, hoger is dan de in het derde lid vastgestelde maxima, wordt het daaruit voortvloeiende verschil in de berekening van de toelage, overeenkomstig lid 2, door de FOREm met alle wettelijke middelen teruggevorderd.

In de zin van dit artikel wordt onder een dienstencheque-werknemer verstaan, de werknemer met een arbeidsovereenkomst dienstencheques in de zin van artikel 1, eerste lid, 9°, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques, en voor de prestaties die hij in het Waalse Gewest verricht.

Art. 13. In afwijking van artikel 3, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques wordt de geldigheidsduur van de dienstencheques, waarvan de geldigheidsdatum de periode tussen 1 maart en 31 mei 2020 bestrijkt, automatisch met 3 maanden verlengd.

In afwijking van artikel 3, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit kunnen de dienstencheques, waarvan de geldigheidsdatum de periode tussen 1 maart en 31 mei 2020 bestrijkt, voor de gebruiker worden ingewisseld tegen nieuwe dienstencheques tot het einde van de elfde maand die volgt op de maand van uitgifte, en tot het einde van de twaalfde maand die volgt op de maand van uitgifte, voor de erkende onderneming.

Afdeling 10. — Maatregelen betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling)

Art. 14. Voor de toepassing van artikel 12, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling) wordt voor het jaar 2020 het bedrag van de toelage vastgesteld op basis van het aantal maanden waarin de projectdrager het voorwerp is geweest van begeleidingsacties tussen 1 januari en 29 februari en tussen 1 juni en 31 december 2020, gedeeld door 3 en vermenigvuldigd met 4.

Art. 15. In afwijking van artikel 3 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling) wordt de maximale duur van de begeleiding verlengd met een periode van 3 maanden voor begunstigden wier begeleiding in de periode van 1 maart tot en met 31 mei 2020 liep of is begonnen.

Afdeling 11. — Maatregelen betreffende de wijze van communicatie tussen de FOREm en zijn gebruikers en betreffende de overeenkomsten voor beroepsopleiding

Art. 16. Voor de uitvoering van zijn opdrachten wordt de FOREm gemachtigd om met zijn gebruikers slechts op afstand te communiceren voor een periode die overeenstemt met de duur van de inperking zoals bepaald door de Nationale Veiligheidsraad.

De FOREm bepaalt de modaliteiten van deze uitwisselingen volgens de middelen waarover laatstgenoemde beschikt, de specifieke kenmerken van elke voorziening en het profiel van de gebruikers. De FOREm ziet erop toe dat het exclusieve gebruik van uitwisselingen op afstand geen afbreuk doet aan de rechten van zijn gebruikers.

De FOREm zorgt ervoor dat zijn gebruikers worden geïnformeerd over de procedures die laatstgenoemde heeft ingesteld en de voorwaarden daarvan.

Art. 17. In afwijking van artikel 15 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding kan de overeenkomst op afstand worden aangegaan tussen 1 maart en 31 mei 2020. Elk van de partijen deelt haar instemming per e-mail mee. Alle instemmingen die per e-mail worden gecommuniceerd, worden geacht te zijn ondertekend.

In afwijking van artikel 13 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding kan de overeenkomst, voor de opleiding die tussen 1 maart en 31 mei 2020 wordt gevolgd, met terugwerkende kracht worden gesloten indien de overeenkomst niet op afstand kan worden aangegaan vanwege de maatregelen die in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 zijn genomen.

Wanneer de overeenkomst met terugwerkende kracht wordt gesloten, worden de voordelen die krachtens het besluit van de Waalse regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, voor de in lid 2 bedoelde opleidingsperiode worden toegekend, uitbetaald vanaf de sluiting van de overeenkomst.

Art. 18. § 1. De uitvoering van de overeenkomst voor beroepsopleiding kan tussen 1 maart en 31 mei 2020 vanwege de gezondheidscrisis COVID-19 worden opgeschort.

In afwijking van artikel 19, derde lid, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding kan de overeenkomst voor beroepsopleiding, waarvan de uitvoering krachtens lid 1 wordt opgeschort, niet worden opgezegd in de periode van 1 maart tot en met 31 mei 2020. <sub>Afdeling 12. — Maatregelen betreffende de steun ten behoeve van de doelgroepen

Art. 19. In afwijking van artikel 10 van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen, wordt de toekenning van een werkuitkering geschorst wanneer de aangeworven werknemer tijdelijk werkloos is in de periode tussen 1 maart 2020 en 31 mei 2020.

De schorsing wordt automatisch opgeheven zodra de periode van tijdelijke werkloosheid afloopt en uiterlijk op 1 juni 2020.

Afdeling 13. — Maatregelen betreffende de vrijstellingen van beschikbaarheid

Art. 20. § 1. In afwijking van de artikelen 92, § 2, lid 1, 93, § 2, lid 1, 94, § 3, lid 2, § 4, lid 3, en § 5, lid 3, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, worden de krachtens de artikelen 92, 93 en 94 toegekende vrijstellingen met drie maanden verlengd, op voorwaarde dat de duur van de gevolgde opleiding is verlengd wegens de gezondheidscrisis van de COVID-19 en binnen de grenzen van de aldus verlengde werkelijke duur van de opleiding.

Voor de toepassing van het eerste lid omvat de term opleiding ook de studies, de stages, de overeenkomsten als kandidaat-ondernemer en de leerovereenkomsten.

§ 2. In afwijking van de artikelen 92, § 2, vierde alinea, en 93, § 2, derde lid, wordt aan de werkloze een nieuwe vrijstelling verleend om de opleiding of studie voort te zetten die hij als gevolg van de gebeurtenissen in verband met de pandemie niet zou hebben kunnen voltooien.

§ 3. De toepassing van de artikelen 91, lid 2, 92, § 2, tweede en derde lid, 93, § 2, tweede lid, en 94, § 2, eerste en derde lid, § 5, vierde lid, en § 6, vierde lid, wordt geschorst voor de maanden maart, april en mei 2020.

Afdeling 14. — Maatregelen betreffende het betaald educatief verlof

Art. 21. Voor de toepassing van artikel 111, § 1, tweede lid, wordt het aantal uren onderwijs dat tussen 1 maart 2020 en 30 juni 2020 op afstand wordt gegeven, voor de vaststelling van de aan de werknemer toegekende quota voor betaald educatief verlof gelijkgesteld met het aantal uren werkelijke aanwezigheid.

Art. 22. In afwijking van artikel 137bis, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, vervalt het recht van de werkgever op de terugbetaling van de in het boekjaar 2019 ontstane vorderingen op 30 juni 2020.

Art. 23. Voor de toepassing van artikel 8 van het koninklijk besluit van 23 juli 1985 tot uitvoering van afdeling 6 - toekenning van betaald educatief verlof in het kader van de voortdurende vorming van de werknemers - van hoofdstuk IV van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, worden de opleidingsuren die niet konden worden verstrekt tussen 1 maart 2020 en 30 juni 2020 in aanmerking genomen om te bepalen of de opleiding bedoeld in artikel 109 van de wet het minimum van 32 lessen per jaar omvat.

Art. 24. Voor de toepassing van artikel 21, § 1, 2°, van hetzelfde besluit, worden de uren van de opleidingen die tussen 1 maart 2020 en 30 juni 2020 op afstand worden gegeven en waarvoor de hoofden van de onderwijsinstellingen en de verantwoordelijken voor het onderwijs van de organisaties bedoeld in artikel 109 van dezelfde wet, of hun afgevaardigden, niet kunnen verklaren of zij al dan niet door de werknemer werden bijgewoond, geacht door de werknemer te zijn bijgewoond.

Afdeling 15. — Maatregel betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van overgang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit

Art. 25. § 1. In afwijking van artikel 3, § 1, eerste lid, 1°, c), van het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit, kan de financiële incentive worden toegekend aan de persoon die de incentive aanvraagt en wiens uitoefening van de zelfstandige activiteit tijdelijk wordt onderbroken tussen 1 maart en 31 mei 2020 als gevolg van de COVID-19-epidemie.

§ 2. In afwijking van artikel 3, eerste lid, 1°, d) en 2°, c), van hetzelfde decreet kan de financiële incentive worden gecumuleerd met beroepsinkomens, werkloosheidsuitkeringen, wachtuitkeringen, leefloon, vervangingsinkomens, financiële sociale hulp of overbruggingsrecht, op voorwaarde dat de persoon die de financiële incentive aanvraagt, in de periode tussen 1 maart en 31 mei 2020 tijdelijk is gestopt of niet is begonnen met het uitoefenen van een zelfstandige activiteit als gevolg van de COVID-19-epidemie.

§ 3. In afwijking van artikel 3, tweede lid, worden de verplichting om zich als zelfstandige als hoofdactiviteit bij een erkend sociale verzekeringskas voor zelfstandigen aan te sluiten, uiterlijk binnen drie maanden na de toekenningsbeslissing bedoeld in artikel 5, § 2, van hetzelfde decreet en de verplichting om te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, d), en 2°, a) en c), uiterlijk binnen drie maanden na de beslissing bedoeld in artikel 5, § 2, van hetzelfde decreet, uitgesteld voor een periode die gelijk is aan de periode waarin de begunstigde bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, de uitoefening van zijn zelfstandige activiteiten heeft onderbroken tussen 1 maart en 31 mei 2020 als gevolg van de COVID-epidemie-19.

Art. 26. § 1. In afwijking van artikel 8, § 2, lid 2, wordt de maximumtermijn van twee jaar waarbinnen de financiële incentive kan worden vereffend, verlengd met een periode die gelijk is aan de periode waarin de begunstigde van de financiële incentive de uitoefening van zijn zelfstandige activiteiten heeft onderbroken als gevolg van de COVID-19 epidemie.

§ 2. In afwijking van artikel 8, § 4, lid 4, van hetzelfde decreet en artikel 9, § 3, lid 2, van het decreet van de Waalse regering van 3 mei 2012 houdende uitvoering van hetzelfde decreet, kan de Dienst, op basis van de door de gerechtigde aangevoerde rechtvaardigingen en de analyse van de gevolgen van de COVID-19-epidemie voor de beroepsactiviteit van de begunstigde, hiervan afwijken, op voorwaarde dat de activiteit effectief wordt ontwikkeld en, voor de begunstigde bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet, op voorwaarde dat deze ontwikkeling leidt tot een effectieve verhoging van de omzet.

Wanneer de gerechtigde verzoekt om toepassing van de in het vorige lid bedoelde afwijking, dient zijn verslag een motivering te bevatten waarin wordt aangegeven waarom hij vanwege de COVID-19-epidemie niet heeft kunnen voldoen aan de voorwaarde met betrekking tot de ontwikkeling van zijn activiteit en, in voorkomend geval, zijn omzet.

De leden 1 en 2 zijn tussen 1 maart en 31 mei 2020 van toepassing op elke persoon die van de financiële incentive geniet overeenkomstig de duur bedoeld in artikel 8, § 2, van hetzelfde decreet.

§ 3. In afwijking van artikel 8, § 5, tweede lid, van hetzelfde decreet en van artikel 9, § 4, tweede lid, van hetzelfde decreet kan de Dienst op effectieve wijze en voor de in artikel 3, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet bedoelde gerechtigden afwijken van de voorwaarde van de ontwikkeling van de activiteit, op voorwaarde dat deze ontwikkeling leidt tot een effectieve verhoging van de omzet, onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde modaliteiten als die welke zijn vastgesteld in paragraaf 2.

Art. 27. § 1. In afwijking van artikel 9, § 1, van hetzelfde besluit wordt de termijn voor de betaling van de eerste schijf van de financiële incentive verlengd met een periode die gelijk is aan de periode waarin de gerechtigde van de financiële incentive de uitoefening van zijn activiteiten tijdelijk heeft onderbroken tussen 1 maart en 31 mei 2020 als gevolg van de COVID-19-epidemie.

§ 2. In afwijking van artikel 9, § 2, eerste lid, § 3, eerste lid, en § 4, eerste lid, wordt de termijn voor de toezending van het document of het verslag verlengd met een periode die gelijk is aan de periode waarin de gerechtigde van de financiële incentive de uitoefening van zijn activiteiten tijdelijk heeft onderbroken tussen 1 maart en 31 mei 2020 als gevolg van de COVID-19-epidemie.

§ 3. In afwijking van artikel 9, § 2, lid 4, § 3, lid 6, en § 4, lid 1, van hetzelfde besluit, worden de termijnen voor de betaling van de schijven van de financiële incentive uitgesteld voor een periode die gelijk is aan de periode waarin de gerechtigde van de financiële incentive de uitoefening van zijn activiteiten tijdelijk heeft onderbroken tussen 1 maart en 31 mei 2020 als gevolg van de COVID-19-epidemie.

Afdeling 16. — Maatregelen betreffende de individuele beroepsopleiding

Art. 28. In afwijking van artikel 5, § 1, lid 1, 9°, van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding, wanneer de overeenkomst opleiding-inschakeling tussen 1 maart 2020 en 31 mei 2020 afloopt, kan de verplichting om de stagiair in het kader van een arbeidsovereenkomst in dienst te nemen tot uiterlijk 1 juni 2020 worden uitgesteld.

Art. 29. In aanvulling van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding, kunnen de prestaties van de overeenkomst opleiding-inschakeling tussen 1 maart en 31 mei 2020 beginnen wanneer de FOREm met de voorwaarden van de overeenkomst heeft ingestemd, overeengekomen tussen de stagiair en de werkgever, en wanneer de FOREm die instemming per e-mail aan elk van de partijen heeft meegedeeld. Alle per e-mail meegedeelde instemmingen gelden als ondertekening.

Art. 30. In afwijking van artikel 6, § 2, lid 1, van hetzelfde decreet leidt elke opschorting, als gevolg van de COVID-19-crisis, van de uitvoering van de overeenkomst opleiding-inschakeling die tussen 1 maart en 31 mei 2020 lopend is, tot een automatische verlenging van de oorspronkelijke duur van de opleiding-inschakeling met een duur die gelijk is aan de opschortingsperiodes.

In geval van opschorting van de uitvoering van de in lid 1 bedoelde overeenkomst opleiding-inschakeling stelt de werkgever de FOREm zo spoedig mogelijk in kennis van de datum van begin en einde van de opschorting.

De opschorting van de uitvoering van de in lid 1 bedoelde overeenkomst opleiding-inschakeling eindigt uiterlijk op 31 mei 2020.

De in lid 1 bedoelde verlenging is automatisch en houdt het sluiten van een aanhangsel bij de opgeschorte overeenkomst opleiding-inschakeling niet in.

Art. 31. In afwijking van artikel 7, lid 3, van hetzelfde besluit kan elke partij tussen 1 maart en 31 mei 2020 de overeenkomst opleiding-inschakeling per e-mail opzeggen, met inachtneming van de overige voorwaarden die gelden voor de opzegging van de overeenkomst opleiding-inschakeling.

Afdeling 18. — Maatregelen betreffende de regelingen voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling

Art. 32. In afwijking van artikel 24, lid 2, van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, en van artikel 26, leden 1 en 2, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, maakt de afrekening van de subsidie, bedoeld in artikel 14 van hetzelfde decreet, voor de prestaties van maart, april en mei 2020 het voorwerp uit van een door de FOREm uitbetaalde voorschot aan de werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, van hetzelfde decreet, en berekend op basis van de punten toegekend voor elke betrokken maand in verband met prestaties, namelijk maart 2020, april 2020 of mei 2020, vermenigvuldigd met het gemiddelde subsidiëringspercentage van de werkgevers bedoeld in artikel 3, lid 1, van hetzelfde decreet, voor het jaar 2019, namelijk 92 %.

Na afloop van de periode waarop de maatregelen van de Nationale Veiligheidsraad betrekking hebben, zal de FOREm de werkelijk verschuldigde subsidie bedoeld in artikel 14 van hetzelfde besluit berekenen, overeenkomstig artikel 24 van hetzelfde besluit en artikelen 26 en 26bis van hetzelfde besluit, voor de betrokken maanden, op basis van de door de werkgever ingediende loonstaten voor de maanden maart, april en mei 2020, binnen de termijnen bedoeld in artikel 26, tweede en derde lid, van hetzelfde besluit.

Wanneer het vereffende subsidiebedrag, overeenkomstig het eerste lid, lager is dan het subsidiebedrag berekend overeenkomstig het tweede lid, wordt het verschil door de FOREm uitbetaald ten gunste van de werkgever.

Wanneer het vereffende subsidiebedrag, overeenkomstig het eerste lid, hoger is dan het subsidiebedrag berekend overeenkomstig het tweede lid, wordt het onverschuldigd daaruit voortvloeiend bedrag door de Dienst bij elk rechtsmiddel teruggevorderd, compensatie inbegrepen.

In afwijking van artikel 27bis, § 2, van hetzelfde besluit kunnen de loonstaten bedoeld in het tweede uiterlijk verstuurd worden tot :

- 1° 30 juni voor de loonstaten betreffende de maanden maart en april 2020;
- 2° 31 juli voor de loonstaten betreffende de maand mei 2020.

Bij niet-versturen na afloop van de termijnen bedoeld in vorig lid geeft FOREm kennis aan de werkgever bedoeld in artikel 3, § 1, van hetzelfde decreet, van het verlies van de subsidie voor de betrokken maand wegens het uitblijven van de loonstaat.

Art. 33. De verplichtingen bedoeld in artikel 2, § 3, lid 1, worden tussen 1 maart en 31 mei 2020 opgeschort.

In afwijking van artikel 25, lid 3, wordt de berekening van de netto-verhoging van het globaal volume van de tewerkstelling die het bestuur jaarlijks verricht op de verjaardag van de kennisgeving van de beslissing, beperkt tot de periodes die niet vervat zijn tussen 1 maart en 31 mei 2020.

In afwijking van artikel 21, lid 6, van hetzelfde besluit wordt de berekening van de instandhouding van het globaal tewerkstellingsvolume die het bestuur jaarlijks verricht op de verjaardag van de kennisgeving van de beslissing, beperkt tot de vergelijking van het referentiepersoneelsbestand onder verwijzing naar het gemiddeld aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, tewerkgesteld tijdens de vier kwartalen voorafgaand aan de verjaardag, onder uitsluiting van de periode vervat tussen 1 maart 2020 en 31 mei 2020.

Als de werkgever daar een gemotiveerde aanvraag toe indient, kan de Minister van Tewerkstelling afwijken van de voorwaarde bedoeld in artikel 2, § 3, van hetzelfde decreet wanneer de berekening van het globaal volume van de tewerkstelling geheel of gedeeltelijk de periode bevat gelegen tussen 1 maart en 31 mei 2020, op voorwaarde dat de vermindering van het globaal tewerkstellingsvolume toe te schrijven is aan de economische gevolgen van de COVID-19-epidemie.

Art. 34. In afwijking van artikel 12 en onverminderd de regels die van toepassing zijn ter zake van arbeidsrecht, wordt de verplichting om de functies toegekend aan de werkgever zoals bedoeld in de A.P.E.-toekenningsbeslissing in acht te nemen, opgeschort tussen 1 maart 2020 en 31 mei 2020.

Afdeling 19. — Maatregel betreffende het opleidingsfonds dienstencheques

Art. 35. In afwijking van de artikelen 6, § 2, 6ter, en 6quater, § 2, van het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques kan de aanvraag tot terugbetaling betreffende de goedgekeurde opleiding die eindigt in de loop van het jaar 2019 uiterlijk op 30 juni 2020 worden ingediend.

Afdeling 20. — Maatregel betreffende de 'SESAM'-regeling ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen

Art. 36. De verplichtingen bedoeld in artikel 12, § 1, 2°, 3° en 4°, van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen worden opgeschort tussen 1 maart en 31 mei 2020.

Afdeling 21. — Algemene bepaling

Art. 37. Voor de toepassing van dit besluit en voor elke bepaling, genomen inzake subsidiëring, mag het bedrag van de subsidie geenszins hoger zijn dan de daadwekelijk door de begunstigde gedragen kostprijs, voor hetgeen gesubsidieerd wordt.

Afdeling 22. — Slotbepalingen

Art. 38. Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2020.

Art. 39. Na afloop van de bijzondere machten, door het Waals Parlement toegekend, zullen de bevestigde bepalingen opnieuw, opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen kunnen worden door de Waalse Regering indien tenminste daartoe een materiële rechtsgrond voorhanden is.

Art. 40. De Minister van Tewerkstelling, Vorming, belast met de Sociale Economie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 maart 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/30533]

31 MARS 2020. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique

La Ministre en charge de la Sécurité routière,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20;

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation;